



RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2024

SOMMAIRE

I. Le contexte économique et budgétaire	3
A. Des prévisions de croissance optimistes pour 2024	3
B. Des perspectives d'une réduction de l'inflation	4
II. Loi de finances 2024 – Mesures spécifiques aux collectivités territoriales ..	4
A. Hausse du montant de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) 2024	4
B. Revalorisation forfaitaire des valeurs locatives pour 2024	5
C. Autres dispositions fiscales et financières	5
III. Situation de la collectivité fin 2023	7
A. Données relatives aux ressources humaines	7
B. Evolution de l'épargne et du taux d'épargne brute (épargne brute / recettes réelles de fonctionnement)	8
C. Gestion de la dette	9
a) Evolution de l'encours de dette	9
b) Répartition de la dette par type de taux	9
c) Evolution du coût de la dette	10
IV. Les orientations budgétaires 2024.....	11
A. Ressources prévisionnelles de la ville	13
B. Dépenses de fonctionnement 2024.....	15
C. Dépenses d'équipement.....	17
D. Financement des dépenses d'investissement.....	19
V. Les orientations pluriannuelles	19
A. Evolution des recettes et dépenses de fonctionnement	20
B. Evolution de l'épargne et du taux d'épargne	20
C. Evolution de l'encours de dette.....	21
VI. Les budgets annexes.....	21
A. Orientations 2024 du budget annexe du stationnement	21
B. Orientations 2024 du budget annexe de l'eau	22

Le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) constitue la première étape du cycle budgétaire annuel. Il permet de discuter des orientations budgétaires de la collectivité et d'informer les élus sur sa situation financière. Il s'appuie sur un rapport qui doit préciser les orientations budgétaires pour l'année à venir, les engagements pluriannuels envisagés et les choix en matière de gestion de la dette.

Il devra être pris acte de ce débat par une délibération spécifique. Ce rapport fera l'objet d'une publication notamment sur le site internet de la ville.

Le vote du budget général et des budgets annexes est programmé à la prochaine séance du conseil municipal.

Les indications données dans ce document le sont à titre indicatif, basées sur des données estimées et donc susceptibles d'évoluer selon l'activité réelle des dernières semaines de l'exercice 2023 et de l'avancée des discussions de la loi de finances 2024.

I. Le contexte économique et budgétaire¹

A. Des prévisions de croissance optimistes pour 2024

Le gouvernement table sur une croissance de 1.4% en 2024 pour boucler le budget après 1% pour 2023.

PIB en volume	2023	2024	2025	2026	2027
PLPFP 2023-2027 (sept 2023)	1,0%	1,4%	1,7%	1,7%	1,8%
PLPFP 2023-2027 (sept 2022)	1,0%	1,6%	1,7%	1,7%	1,8%

Une prévision bien au-dessus du consensus des économistes. Dans son avis rendu le 22 septembre 2023, le Haut Conseil des Finances Publiques considère que la prévision de croissance 2024 « est élevée, notamment parce qu'elle suppose que le durcissement des conditions de crédit a déjà produit l'essentiel de ses effets et que l'ensemble des composantes de la demande tirera la croissance en 2024 ».

PIB en volume	2024
PLPFP 2023-2027 (sept 2023)	+1,4%
PLPFP 2023-2027 (sept 2022)	+1,6%
Banque de France (sept 2023)	+0,9%
Com. Européenne (sept 2023)	+1,2%
OCDE (juin 2023)	+1,3%
FMI (avril 2023)	+1,3%
OFCE (avril 2023)	+1,2%

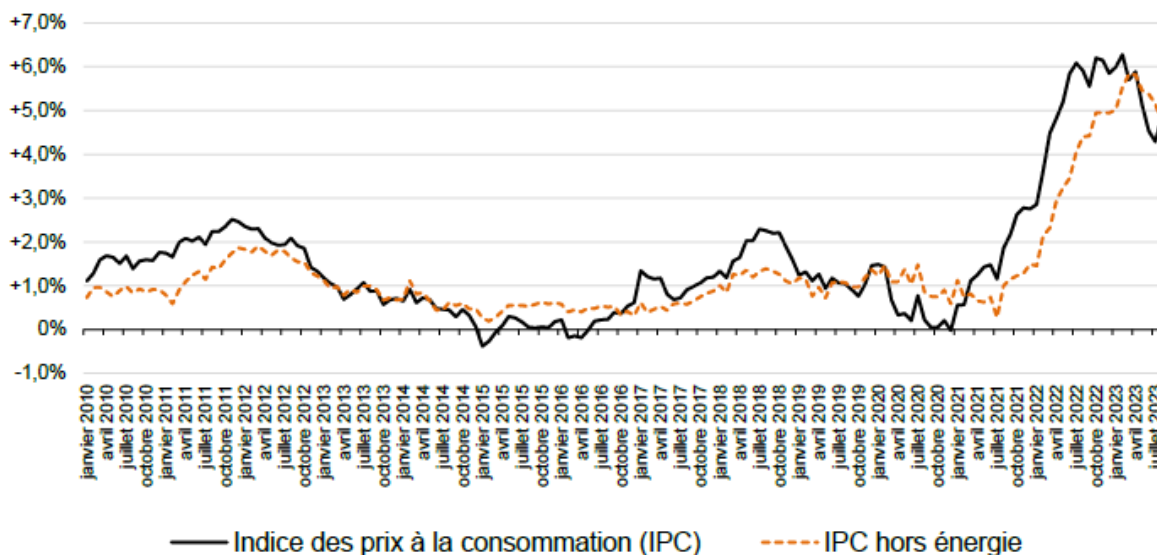
Source : FCL – Gérer la Cité

¹ Source : Projet loi de finances 2024

B. Des perspectives d'une réduction de l'inflation

L'inflation baisserait légèrement en 2023, à +4,9 % en moyenne annuelle, après +5,2 % en 2022. Elle diminuerait plus nettement en 2024, à +2,6 %, grâce au ralentissement des prix de l'alimentation et des biens manufacturés.

Variation sur 12 mois de l'indice des prix à la consommation



Source : FCL – Gérer la Cité

A compter de 2025, les hypothèses du gouvernement sont quasi inchangées.

Inflation (IPC hors tabac)	2023	2024	2025	2026	2027
PLPFP 2023-2027 (sept 2023)	4,8%	2,5%	2,0%	1,75%	1,75%
PLPFP 2023-2027 (sept 2022)	4,3%	3,0%	2,1%	1,75%	1,75%

II. Loi de finances 2024 – Mesures spécifiques aux collectivités territoriales

A. Hausse du montant de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) 2024

Le montant de la DGF est abondé au niveau national de 220 M€ en 2024 pour permettre de financer l'évolution des dotations de péréquations communales ainsi que la progression de la dotation d'intercommunalité.

L'augmentation des enveloppes de péréquation est répartie comme suit :

- +90 M€ pour la dotation de solidarité urbaine (DSU) ;
- +100 M€ pour la dotation de solidarité rurale (DSR) dont 60% a minima sur la part péréquation.

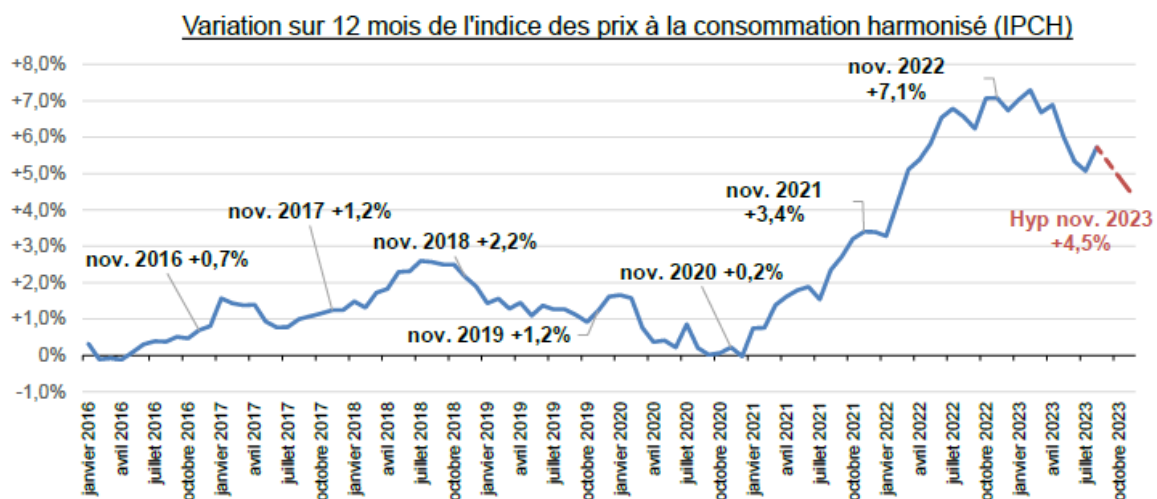
Pour mémoire, l'augmentation est financée par l'écèlement de la dotation forfaitaire. Cet écèlement s'applique aux communes dont le potentiel fiscal par habitant est supérieur à 85% de la moyenne des communes.

B. Revalorisation forfaitaire des valeurs locatives pour 2024

Depuis 2018, la revalorisation forfaitaire des valeurs locatives est automatiquement indexée, lorsqu'elle est positive, sur la variation sur un an au mois de novembre de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH).

En août 2023, la progression sur un an de l'IPCH s'établit à +5,7%. Si aucune mesure de plafonnement des valeurs locatives n'est adoptée, les communes et leurs groupements devraient bénéficier d'une revalorisation des valeurs locatives en 2024, au-delà de 4%.

Pour mémoire, depuis 2019 la revalorisation forfaitaire ne s'applique pas sur les locaux professionnels et commerciaux, dont l'évolution tarifaire est désormais liée à celle des loyers de ces locaux dans chaque département.



Source : FCL – Gérer la Cité

C. Autres dispositions fiscales et financières

Le projet de loi de finances prévoit également :

- Instauration d'une nouvelle exonération de taxe foncière de 25 ans pour les logements sociaux achevés depuis au moins 40 ans, lorsqu'ils font l'objet de travaux de rénovation énergétique.

Ces derniers devront permettre une amélioration sensible de la performance énergétique et environnementale (passage d'un classement "F" ou "G" à un classement "B" ou "A") et le respect d'un certain nombre de normes.

Sous ces conditions, cette exonération serait de droit et ne serait pas compensée aux communes et aux intercommunalités.

- Hausse de la dotation pour les titres sécurisés : Face à l'afflux de demande de titres d'identité enregistré depuis fin 2021, le PLF 2024 augmente nettement l'enveloppe dédiée aux titres sécurisés de 52 M€ à 100 M€ et prévoit

désormais que sa répartition tienne certes comptes du nombre de stations d'enregistrement des demandes de passeports et de cartes nationales d'identité électroniques mais également de l'inscription de ces stations à un module dématérialisé et interopérable de prise de rendez-vous ainsi que du nombre demandes enregistrées.

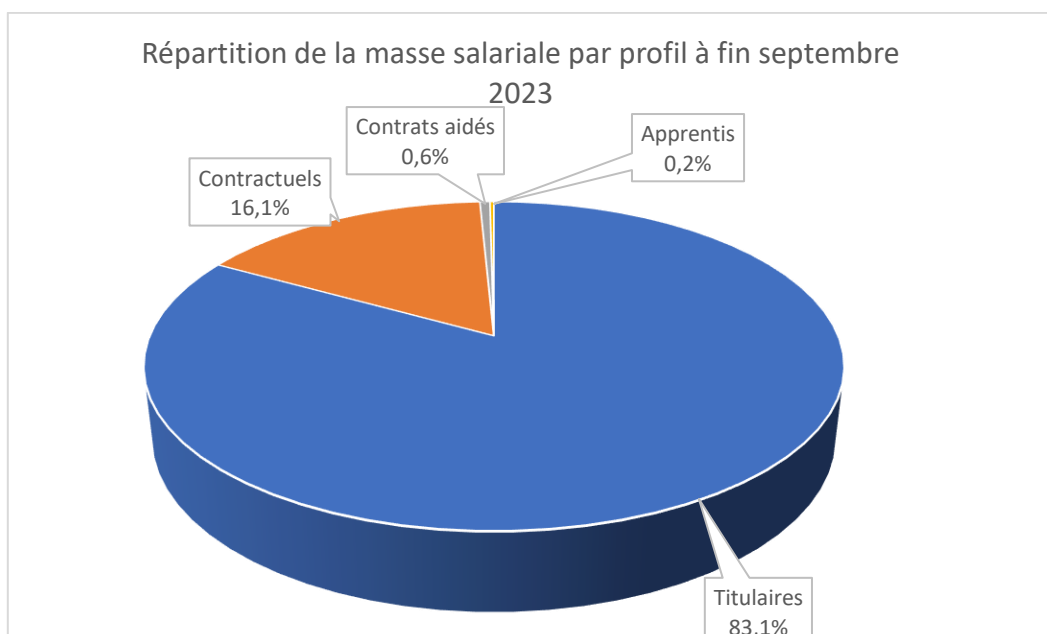
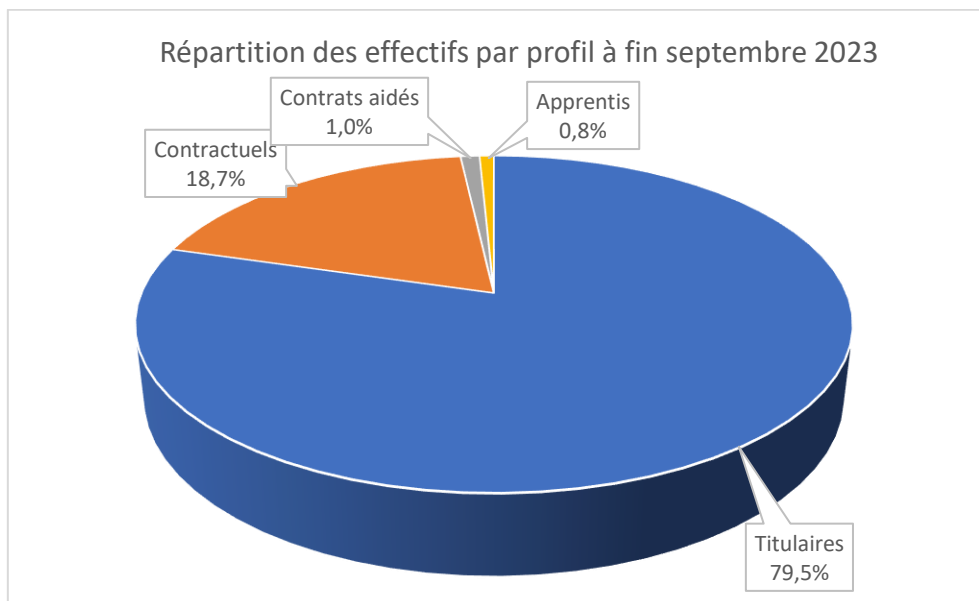
- Le fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires aussi appelé « fonds vert » est prolongé et renforcé en 2024, avec 2,5 Md€ d'autorisations d'engagement mais un montant total de 1,1 Md€ de crédits de paiements. L'affectation du Fonds est fléchée notamment sur :
 - la rénovation énergétique des écoles à hauteur de 500 M€,
 - les territoires d'industrie à hauteur de 100 M€,
 - les autorités organisatrices de la mobilité en milieu rural à hauteur de 30 M€.
- Le fléchage de la DETR et de la DSIL est renforcé sur des investissements en faveur de la transition écologique à hauteur de 30% pour la DSIL (au lieu de 25% en 2023), et 20% pour la DETR.
- Remboursement de la TVA : les dépenses d'aménagement de terrains sont réintégrées dans l'assiette du FCTVA.

III. Situation de la collectivité fin 2023

A. Données relatives aux ressources humaines

La structure des effectifs au 30 septembre 2023 s'établit à 391 agents, soit à un niveau comparable à fin septembre 2022 (389). Cela correspond à 370 ETP à fin septembre identique à ce qui était constaté fin septembre 2022.

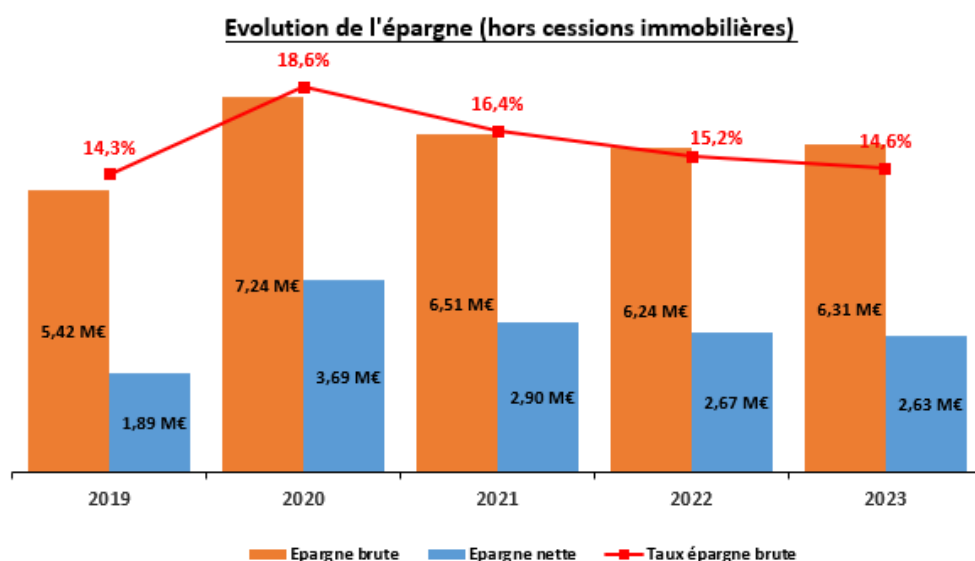
Ces agents se répartissent, selon leur statut, entre les agents titulaires de la fonction publique territoriale, les agents contractuels de droit public, les contrats aidés et les apprentis.



A titre indicatif, la rémunération versée aux agents de la commune est composée d'une rémunération principale et d'un régime indemnitaire qui représentent respectivement et en moyenne 81 % et 19 % de la rémunération totale.

B. Evolution de l'épargne et du taux d'épargne brute (épargne brute / recettes réelles de fonctionnement)

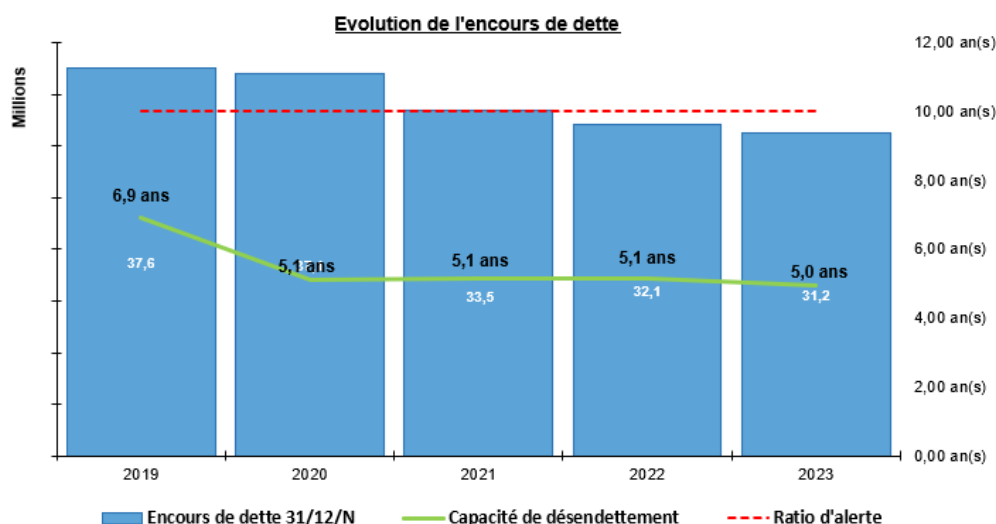
Ce ratio indique la part des recettes de fonctionnement qui peut être consacrée à l'investissement ou au remboursement de la dette. Il s'agit de la part des recettes de fonctionnement qui n'est pas absorbée par les dépenses récurrentes de fonctionnement.



Comme anticipé, les mesures prises en 2023 ont permis de maintenir l'épargne pour permettre de continuer à investir au service des Montiliens.

C. Gestion de la dette

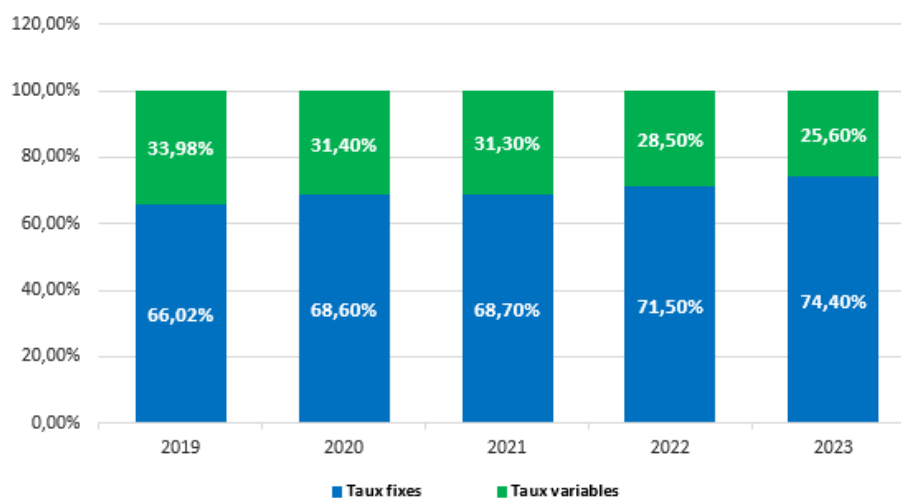
a) Evolution de l'encours de dette



	2019	2020	2021	2022	2023
Dettes / Hab.	942 €/hab.	922 €/hab.	823 €/hab.	782 €/hab.	758 €/hab.
	-2,1%	-4,3%	-12,6%	-15,2%	-7,9%

En 2023, la dette par habitant a baissé de 7.9% et ressort à 758 €/hab. Ce niveau de dette résulte d'un bon niveau d'épargne constaté au cours des derniers exercices adossé qui a permis dans un contexte de montée en puissance des investissements du mandat de maîtriser le recours à l'emprunt (dette remboursée annuellement plus importante que nouvelle dette contractée).

b) Répartition de la dette par type de taux



L'intérêt d'une gestion active de la dette est de piloter le volume des frais financiers et de réduire l'exposition de la dette aux risques de taux.

Afin de répartir ces risques et de sécuriser sa dette, la ville de Montélimar a diversifié le plus possible son encours de dette.

Fin 2023, la ville dispose d'un socle à taux fixe de 74.4% dans son encours de dette permettant ainsi de limiter la hausse des frais financiers liée à l'augmentation des taux d'intérêts variables.

c) Evolution du coût de la dette

	2019	2020	2021	2022	2023
Taux moyen fixe	3,23%	2,94%	2,90%	2,81%	2,51%
Taux moyen variable	0,41%	0,40%	0,37%	0,84%	3,79%
Taux moyen de l'exercice	2,21%	2,12%	2,09%	2,20%	2,86%

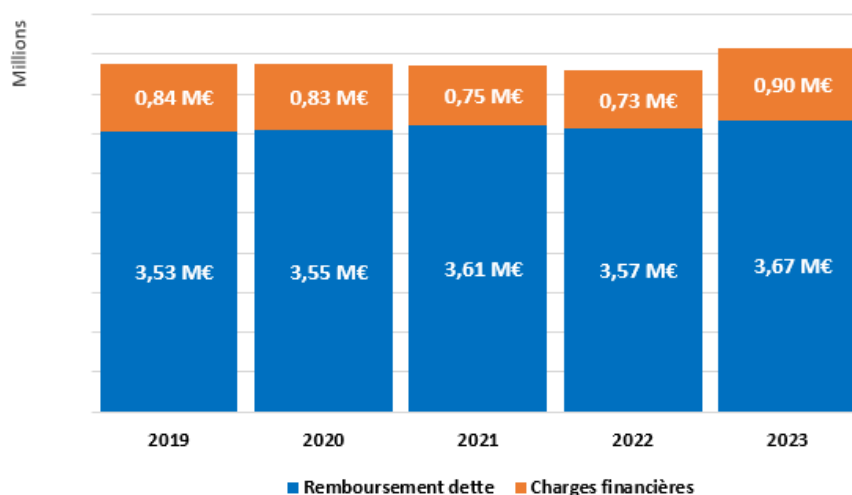
La répartition entre taux fixe et taux variable a permis à la ville de Montélimar de profiter des opportunités de marché et par conséquent, de maîtriser les intérêts payés. Le taux d'intérêt moyen est resté inférieur à 3% sur la période.

En 2023, les taux proposés sur le marché ont été multipliés par quatre et sont passés d'une moyenne de 1% à plus de 4% aujourd'hui. En comparaison, la stratégie de gestion active de la dette a permis à la commune de limiter la hausse de ses charges d'intérêts avec un taux moyen qui passe de 2.20% à 2.86% en 2023 tout en ayant profité de taux variables très faibles pendant plusieurs années.

Cette hausse très considérable, si elle se maintient, va nécessairement peser sur la capacité de la commune à emprunter pour financer son plan d'investissement. Cela incite à poursuivre les efforts en matière de recherche et d'obtention de co-financements extérieurs au-delà d'une nécessaire maîtrise de l'épargne de gestion

L'évolution de l'annuité de dette

L'annuité correspond à l'application des clauses financières de chaque contrat de prêt souscrit tout au long de la vie de la commune.



IV. Les orientations budgétaires 2024

L'élaboration du budget est un acte fort qui traduit la politique d'une collectivité pour l'année à venir.

Cette partie a pour vocation de présenter les grandes tendances structurant le budget de la commune pour l'exercice 2024.

Après une année 2023 difficile avec la crise énergétique qui a fortement impacté notre économie, nous constatons que si les tensions sur l'énergie se sont légèrement amoindries, l'année 2024 restera également difficile.

En effet, si l'inflation semble devoir ralentir en 2024, le budget communal doit encore en supporter les impacts ne serait-ce qu'au-travers des prix qui ont été révisés en cours d'exercice 2023 à effet sur une partie de l'année 2024. Les taux d'intérêt vont demeurer élevés en 2024 entraînant une charge de remboursement plus importante.

Cette situation représente un véritable défi eu égard à notre capacité à maintenir l'équilibre budgétaire tout en répondant aux besoins des Montiliens.

Par ailleurs, plusieurs mesures de revalorisation des salaires des agents ont été actées. Un an après la revalorisation du point d'indice de 3,5 %, de nouvelles mesures salariales ont été décidées par le gouvernement en juin 2023 :

La rémunération indiciaire de l'ensemble des agents va être revalorisée de 2,5 % en moyenne à travers trois mesures principales :

- Augmentation de +1,5 % du point d'indice dès juillet 2023,
- Revalorisation des salaires des agents positionnés en début des grilles de catégories C et B
- Attribution de 5 points d'indices supplémentaires pour tous les agents, à partir de janvier 2024, soit environ 25 euros brut de plus par mois par agent.

Malgré ces contraintes budgétaires, l'année 2024 sera l'année de l'investissement avec la concrétisation et la réalisation de projets phares et structurants pour notre ville avec pour lignes conductrices :

- **Faciliter les déplacements** (poursuite du programme pluriannuel de rénovation des trottoirs, de création d'aménagements cyclables, et de reprise complète de voies comme la rue des Colonnes dont les travaux se termineront en 2024),
- **Réhabiliter les espaces publics délabrés** (2024 sera une année de travaux importants sur Cœur de Ville avec la poursuite des travaux des rues Pierre Julien Nord et Sud et Roger Poyol, le démarrage de la rénovation de la collégiale Ste Croix, mais aussi la requalification du giratoire du Vox),
- **Favoriser la rénovation des logements** (dans la continuité du démarrage fin 2023 de l'OPAH-RU),
- **Préserver l'environnement en rattrapant le retard pris durant les mandats précédents** en matière de lutte contre les consommations énergétiques dans les bâtiments (Ecoles, Bâtiments administratifs..) avec la poursuite du plan de rénovation des menuiseries, mais aussi la limitation de la consommation d'eau

potable dans les massifs en déployant de nouvelles plantations.

- **Rendre les rues commerçantes encore plus attractives.**

Par ailleurs la commune poursuivra et accentuera ses actions dans les domaines suivants :

Education :

Pour l'année scolaire 2023/2024, les écoles élémentaires accueilleront 3.400 élèves environ. En 2024, la restauration scolaire fera l'objet d'un nouvel appel à concurrence pour la période 2024 à 2028. La politique d'adaptation de nos équipements au changement climatique se poursuivra, avec les travaux de rénovation des bâtiments évoqués plus haut, la végétalisation des cours de récréation et l'installation de dispositifs de rafraîchissement dans les salles de classe.

Politiques sociales :

En matière de politiques sociales, l'année sera marquée par une montée en puissance des actions du CCAS, dans une perspective de cohérence et de simplification. Les travaux de construction d'un bâtiment multi-activité quartier d'Espoulette, comprenant le CCAS, seront lancés. Une nouvelle génération de contrat de ville 2024-2030 sera mise en œuvre avec l'Etat et les partenaires locaux.

Santé :

Les actions en matière de santé seront nombreuses en 2024, traduites par l'implication de la Ville et de ses partenaires dans les campagnes nationales de prévention (septembre en or, octobre rose, Semaine de sensibilisation autour de la santé mentale...) et dans la participation à l'offre de soins avec notamment le Centre municipal de santé et la Maison des internes.

Jeunesse :

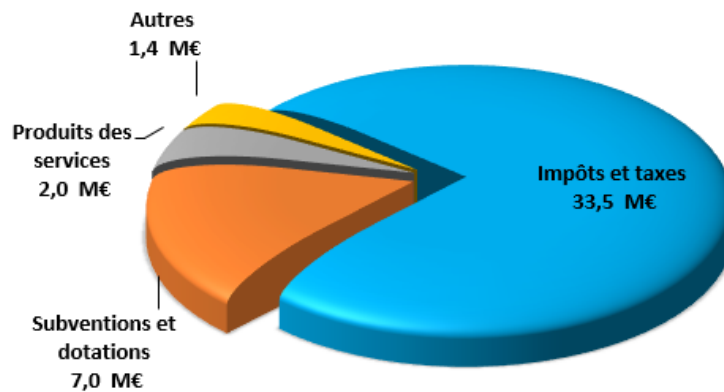
Plusieurs dispositifs d'accompagnement de nos jeunes seront reconduits (bourse au permis de conduire, bourse au BAFA...) et une nouvelle génération de membres du Conseil des Jeunes Citoyens portera des actions au côté des jeunes du CMJ.

Sécurité et tranquillité :

Comme annoncé en 2023, il a été décidé d'augmenter les effectifs de police municipale (+ 4 agents). Par ailleurs, le dispositif de vidéoprotection continuera d'être renforcé et amélioré.

A. Ressources prévisionnelles de la ville

A ce stade de la préparation du budget, les recettes de fonctionnement 2024 sont estimées en progression de +1.9% par rapport au budget 2023 soit +808 k€. La répartition est la suivante :



Les ressources sont issues principalement des impôts et taxes, des subventions et dotations de l'Etat et des produits des services.

La fiscalité ne progressera que sous l'effet de l'accroissement des bases fiscales notamment grâce à la construction de nouveaux logements et à la revalorisation forfaitaire des valeurs locatives.

En effet, depuis 2018, les valeurs locatives cadastrales sont revalorisées chaque année en fonction de l'évolution sur un an de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) de novembre. Pour calculer la revalorisation de l'année 2024, les pouvoirs publics vont donc utiliser l'inflation calculée entre novembre 2022 et novembre 2023. Pour 2024, compte tenu du ralentissement de l'inflation, la revalorisation des bases locatives cadastrales devrait être légèrement supérieure à 4%

Nos prévisions prudentes sont effectuées selon l'hypothèse une revalorisation de 4% des bases locatives et +0.5% de construction nouvelle. Pour continuer d'optimiser nos recettes au-travers de la mise en cohérence des bases, des démarches ont été entreprises auprès du service des impôts.

	2023	2024
Bases nettes TH	2 691 K€	2 799 K€
<i>Evolution</i>	+ 7,1%	+ 4,0%
Taux TH	14,78%	14,78%
Produit TH	398 K€	414 K€
Bases totales FB	67 236 K€	69 969 K€
		4,1%
Taux FB	37,82%	37,82%
Produit FB	25 426 K€	26 460 K€
Coefficient correcteur	1,0165	1,0165
Total compensation	492 K€	521 K€
Bases FNB	366 K€	381 K€
Taux FNB	71,17%	71,17%
Produit FNB	261 K€	271 K€
Produit fiscal direct	26 577 K€	27 666 K€
		+ 4,1%

Le poste impôts et taxes intègre également les versements effectués par l'agglomération à travers l'attribution de compensation (AC) et la dotation de solidarité communautaire (DSC).

L'AC ne devrait évoluer que sous l'effet de la facturation des services communs avec l'intercommunalité et la DSC allouée par la Communauté d'Agglomération devrait être reconduite.

	2023	2024
AC année N-1	4 383 K€	4 383 K€
Intégration ancienne DSC ds AC	0 K€	0 K€
AC année N	4 383 K€	4 383 K€
Effets financiers des services communs	-1 776 K€	-1 915 K€
Régularisation services communs 2021	-20 K€	0 K€
Régularisation services communs 2022	-115 K€	0 K€
Dotation de solidarité communautaire (DSC)	66 K€	66 K€
Total Montant reversé par l'Agglo	2 537 K€	2 534 K€
Variation en €	-161 K€	-4 K€

Comme annoncé en 2023 et après une hausse très importante (+ 23 % et + 30 % respectivement en 2021 et 2022 par rapport à 2020), la baisse des droits de mutation se confirme. La forte remontée des taux d'intérêts et la frilosité des banques concernant l'accord de crédits ont ralenti le nombre de transactions de manière significative. Ce repli devrait se poursuivre en 2024 avec la hausse des taux par suite de la dernière décision de la banque centrale européenne d'augmenter les taux directeurs pour lutter contre l'inflation.

Dans ce contexte et de manière prudentielle, le montant prévu au stade du débat d'orientation budgétaire 2024 est de 1 750 K€ soit **-150k€** par rapport à 2023. A titre indicatif, la moyenne des produits 2018-2020 s'établissait à 1 700 k€.

	2020	2021	2022	2023	BP 2023
Droits de mutation	1 769K€	2 184K€	2 305K€	1 900K€	1 750K€

En ce qui concerne la dotation globale de fonctionnement (DGF), le projet de loi de finances 2024 n'étant pas encore voté, une estimation prudente a été effectuée avec les éléments connus à ce jour.

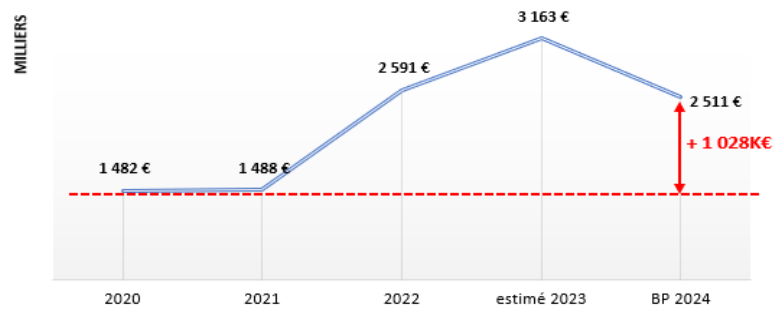
	2023	2024
Population DGF	41 442 -155 hab - 0,37%	41 442 0 hab 0,0%
Part dynamique de la population	-17,4K€	0,0K€
Ecretement	0,0 K€	-56,0 K€
Dotation forfaitaire avant CRFP	5 308,6K€	5 252,6K€
Participation redress. Comptes publi variation	-2 135,4K€ 0,0K€	-2 135,4K€ 0,0K€
Dotation forfaitaire	3 173,2K€ -17,4K€ -0,54%	3 117,2K€ -56,0K€ -1,77%
	2023	2024
DNP	244,8 K€ -10,00%	235,7 K€ -3,74%
DSU	1218,7 K€ 5,05%	1283,8 K€ 5,34%
Total DGF	4 636,7K€ 14,0K€ 0,3%	4 636,7K€ 0,0K€ 0,0%
DGF/hab	111,9 €/hab.	111,9 €/hab.

Si dans une hypothèse prudente, le produit des services est prévu stable par rapport à 2023, les efforts d'optimisation de ces recettes de fonctionnement se poursuivent (ex. augmentation des recettes de stationnement sur la voie publique, optimisation des produits de redevances d'occupation du domaine public). Pour rappels, ces produits englobent les recettes liées aux concessions des cimetières, aux redevances d'occupation du domaine public (terrasses, travaux...), aux activités des centres sociaux (famille et prestation CAF), à la facturation à l'agglomération des services partagés, au remboursement des charges locatives (MSP...), aux recettes des consultations du centre municipal de santé (CMS).

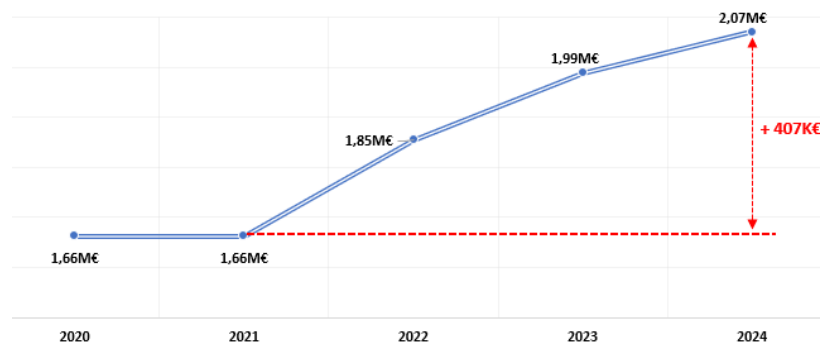
B. Dépenses de fonctionnement 2024

A ce stade de la préparation du budget, les dépenses de fonctionnement 2024 sont estimées en progression de +2.9% par rapport au budget 2023 soit +1 088K€. La hausse des dépenses de fonctionnement est largement due à des phénomènes exogènes, subis par la commune et sans compensation.

- Un coût de l'énergie en légère baisse mais qui reste largement supérieur au montant payé en 2020

Evolution coût électricité et gaz

- Une évolution des indices de révision des contrats importants de l'ordre de 7% (restauration scolaire, portage des repas à domicile, nettoyage du centre-ville, nettoyage des locaux...) et une inflation prévisionnelle de +2.6% en 2024. L'impact de ces 2 phénomènes est estimé à 480K€ ;
- La révision de la participation au SDIS 26 estimée à +4% soit +82K€ . Cette évolution s'inscrit dans une forte évolution de la participation appelée par le SDIS depuis 2021 après plusieurs années de stabilité et dans un contexte d'augmentation des risques en particulier en matière de feux de forêts ;

EVOLUTION DE LA PARTICIPATION SDIS - VILLE DE MONTEILMAR

- L'inscription du prélèvement de 284K€ au titre de la loi SRU compte tenu de la tension sur le marché du logement social de Montélimar qui est passée, pour la période 2019-2021, au-dessus de 6 demandes pour 1 attribution entraînant l'obligation de 25% de logements sociaux au lieu de 20% ;
- La hausse importante des taux d'intérêts qui ont été multipliés par 4 (1% en 2022 à plus de 4% aujourd'hui). A titre d'exemple un emprunt de 1M€ sur 15 ans coûte 270K€ de plus que par rapport à 2022 ;
- La prise en compte des mesures salariales décidées par le gouvernement pour les agents publics représente une charge supplémentaire de + 400 k€ en année pleine (hausse de 1.5% du point d'indice au 1er juillet 2023, revalorisation des salaires des agents positionnés en début de grilles des catégories C et B, attribution de 5 points d'indice à tous les agents à partir de janvier 2024).

Malgré ces évolutions imposées liées à la conjoncture économique et aux choix nationaux qui impactent le budget des collectivités, la municipalité a décidé d'affecter des crédits nouveaux, d'environ 330 K€, notamment dans les domaines suivants :

- L'éducation avec la hausse de la dotation globale aux écoles liée à l'ouverture de 5 nouvelles classes ;
- La sécurité avec l'embauche de nouveaux agents pour la police municipale et le financement des actions suivies par le conseil local de la sécurité, de prévention de la délinquance et de la radicalisation ;
- Le secteur social avec des animations diversifiées dans les 2 centres sociaux de la ville et la volonté de développer et recentrer certaines activités sur le CCAS en affectant les moyens humains et financiers nécessaires ;
- Le sport avec un budget pour des animations liées aux jeux olympiques 2024, la mise en place de contrats de maintenance des éclairages extérieurs des équipements sportifs et l'amélioration de l'entretien des espaces verts des stades ;
- La mise en place d'une « maison des internes » avec une offre de logement pour les étudiants internes en médecine générale effectuant un stage ou un remplacement temporaire sur la commune.

Il est à noter que la municipalité souhaite redonner au Centre Communal d'Action Sociale sa pleine autonomie à partir de janvier 2024 ce qui se traduira par une augmentation de la subvention qui lui sera allouée en contrepartie notamment de transferts de marchés et de mise à disposition de personnel.²

Ces choix très volontaristes, pris dans un contexte national difficile qui pèse sur nos finances, manifestent l'engagement de la municipalité de poursuivre son action au service des habitants, et de déployer des politiques publiques indispensables au quotidien des Montiliens : santé, social, éducation, sécurité, animations et attractivité.

C. Dépenses d'équipement

Après 3 ans d'études et plusieurs chantiers déjà amorcés, l'année 2024 sera l'année de l'investissement avec la concrétisation et la réalisation de projets phares et structurants pour la ville.

Les réalisations à venir :

- la requalification et végétalisation du bas et du haut de la rue Pierre Julien, tranche 2 de l'opération Cœur de ville qui entre en phase opérationnelle,
- la rénovation de la collégiale Sainte Croix,
- la création d'une plaine des sports à la confluence du Roubion et du Jabron,
- la création d'un espace multi activités avenue d'Espoulette.

Des crédits seront également prévus pour continuer à compenser le déficit d'investissement du précédent mandat en matière de travaux de rénovation énergétique, de maintenance des bâtiments et de renouvellement du matériel.

² Pour faciliter les comparaisons, les mouvements financiers liées à ce transfert ne sont pas pris en compte à ce stade.

Le programme d'investissement 2022-2027

En 2024, le montant des dépenses d'équipement est estimé à 21.9 M€ sur le budget général.

Cat	Libellé	Total AP	Total CP 22-23	CP 2024	Total CP 25-27	Total Subv	Charge nette
AFFAIRES GÉNÉRALES							
	MAINTIEN DU PATRIMOINE BATI ET MATERIEL	2 446 K€	957 K€	602 K€	888 K€	0 K€	2 446 K€
	AMENAGEMENT DES CIMETIERES	675 K€	438 K€	168 K€	69 K€	48 K€	627 K€
	Total AFFAIRES GÉNÉRALES	3 121 K€	1 395 K€	770 K€	956 K€	48 K€	3 073 K€
CULTURE ET PATRIMOINE							
	COLLÉGIALE SAINTE CROIX : RÉNOVATION	2 197 K€	279 K€	1 068 K€	850 K€	386 K€	1 811 K€
	QUARTIER CULTUREL CHABRILLAN : TRAVAUX DIVERS POUR CRÉATION ET DÉVELOPPEMENT DU QUARTIER CULTUREL	225 K€	0 K€	200 K€	25 K€	0 K€	225 K€
	MAINTIEN DU PATRIMOINE BATI ET MATERIEL	142 K€	35 K€	83 K€	24 K€	0 K€	142 K€
	Total CULTURE ET PATRIMOINE	2 564 K€	314 K€	1 350 K€	899 K€	386 K€	2 177 K€
DÉVELOPPEMENT DU CENTRE VILLE ET DES QUARTIERS							
	PROGRAMME CŒUR DE VILLE	8 527 K€	1 927 K€	2 840 K€	3 760 K€	1 029 K€	7 499 K€
	CONSTITUTION DE RESERVES FONCIERES	6 511 K€	3 511 K€	1 000 K€	2 000 K€	0 K€	6 511 K€
	VIDÉOPROTECTION DES QUARTIERS	1 677 K€	387 K€	300 K€	990 K€	0 K€	1 677 K€
	SUBVENTIONS FACADES + DEVANTURES COMMERCIALES	898 K€	325 K€	273 K€	300 K€	0 K€	898 K€
	MODERNISATION ET REMPLACEMENT DU MOBILIER URBAIN	823 K€	243 K€	145 K€	435 K€	0 K€	823 K€
	RESTAURATION PONT ROOSEVELT	500 K€	59 K€	442 K€	0 K€	0 K€	500 K€
	MISE EN PLACE DE BORNES AUTOMATIQUES EN CENTRE-VILLE	466 K€	466 K€	0 K€	0 K€	76 K€	390 K€
	MODERNISATION / RENOVATION DU CSU	93 K€	93 K€	0 K€	0 K€	9 K€	84 K€
	MAINTIEN DU PATRIMOINE BATI ET MATERIEL	205 K€	42 K€	148 K€	15 K€	0 K€	70 K€
	Total DÉVELOPPEMENT DU CENTRE VILLE ET DES QUARTIERS	19 700 K€	7 053 K€	5 148 K€	7 500 K€	1 113 K€	18 452 K€
ÉDUCATION ET JEUNESSE							
	MAINTIEN DU PATRIMOINE BATI ET MATERIEL	2 824 K€	1 062 K€	497 K€	1 265 K€	0 K€	2 824 K€
	PLAN DE RENOVATION ENERGETIQUE	1 504 K€	840 K€	250 K€	414 K€	393 K€	1 112 K€
	ECOLE DU NORD	500 K€	0 K€	0 K€	500 K€	0 K€	500 K€
	EXTENSION ECOLE DES ALLEES	140 K€	140 K€	0 K€	0 K€	0 K€	140 K€
	Total ÉDUCATION ET JEUNESSE	4 968 K€	2 042 K€	747 K€	2 179 K€	393 K€	4 576 K€
ENVIRONNEMENT ET DÉMOCRATIE LOCALE							
	AIRES DE JEUX - RENOUVELLEMENT PLURIANNUEL	1 346 K€	226 K€	280 K€	840 K€	0 K€	1 346 K€
	AMENAGEMENT PAYSAGER ET PLANTATION D'ARBRES	530 K€	180 K€	260 K€	90 K€	0 K€	530 K€
	PRÉSERVER LES RESSOURCES EN EAU	436 K€	96 K€	140 K€	200 K€	0 K€	436 K€
	CORBEILLES DE TRI SÉLECTIF - APPEL À PROJET CITEO	185 K€	185 K€	0 K€	0 K€	126 K€	59 K€
	JARDINS PARTAGES NOCAZE	113 K€	113 K€	0 K€	0 K€	57 K€	56 K€
	MAINTIEN DU PATRIMOINE BATI ET MATERIEL	17 K€	0 K€	17 K€	0 K€	0 K€	17 K€
	Total ENVIRONNEMENT ET DÉMOCRATIE LOCALE	2 627 K€	800 K€	697 K€	1 130 K€	183 K€	2 444 K€
LOGEMENT ET MOBILITÉS							
	PROGRAMME DE MAINTIEN DE LA VOIRIE ET DE DEVELOPPEMENT DES MOBILITES DOUCES	678 K€	238 K€	140 K€	300 K€	0 K€	678 K€
	Total LOGEMENT ET MOBILITÉS	678 K€	238 K€	140 K€	300 K€	0 K€	678 K€
SANTÉ, SOCIAL ET SENIORS							
	ESPOULETTE : CONSTRUCTION D'UN CCAS ET D'UNE SALLE DE RÉUNION	2 670 K€	451 K€	1 044 K€	1 175 K€	252 K€	2 418 K€
	MAINTIEN DU PATRIMOINE BATI ET MATERIEL	39 K€	16 K€	6 K€	17 K€	0 K€	39 K€
	Total SANTÉ, SOCIAL ET SENIORS	2 709 K€	467 K€	1 050 K€	1 192 K€	252 K€	2 457 K€
SPORTS							
	HIPPODROME - AMENAGEMENT DE 2 TERRAINS A 8 SYNTHETIQUES	1 776 K€	200 K€	576 K€	1 000 K€	0 K€	1 776 K€
	STADE DE BAGATELLE : CRÉATION D'UN TERRAIN SYNTHETIQUE	1 740 K€	50 K€	690 K€	1 000 K€	0 K€	1 740 K€
	CREATION DES PLAINES DES SPORT	810 K€	250 K€	560 K€	0 K€	424 K€	386 K€
	MAINTIEN DU PATRIMOINE BATI ET MATERIEL	270 K€	82 K€	143 K€	45 K€	0 K€	250 K€
	LE PLAN - REMISE ETAT DU TERRAIN	150 K€	0 K€	150 K€	0 K€	0 K€	150 K€
	Total SPORTS	4 746 K€	582 K€	2 119 K€	2 045 K€	424 K€	4 302 K€

Cat	Libellé	Total AP	Total CP 22-23	CP 2024	Total CP 25-27	Total Subv	Charge nette
URBANISME ET TRAVAUX							
	PROGRAMME DE MAINTIEN DE LA VOIRIE ET DE DEVELOPPEMENT DES MOBILITES DOUCES	9 555 K€	3 105 K€	2 850 K€	3 600 K€	0 K€	9 555 K€
	MAINTIEN DU PATRIMOINE BATI ET MATERIEL	8 648 K€	3 814 K€	2 582 K€	2 252 K€	325 K€	8 323 K€
	AMENAGEMENT RUE PAUL LOUBET PUIS ETUDE DEVANT LA GARE	5 800 K€	514 K€	1 100 K€	4 186 K€	0 K€	5 800 K€
	CHEMIN DES GREZES, RUE DES GREZES, GIRATOIRE	3 801 K€	251 K€	550 K€	3 000 K€	0 K€	3 801 K€
	AMENAGEMENT DE PARKINGS	3 063 K€	463 K€	1 400 K€	1 200 K€	58 K€	3 005 K€
	PUP LES CLÉES ET AMENAGEMENT D'UNE MAISON DES QUARTIERS	1 995 K€	110 K€	685 K€	1 200 K€	964 K€	1 031 K€
	AMENAGEMENT AVENUE ST DIDIER/FIN ROUTE D'ALLAN	1 172 K€	0 K€	0 K€	1 172 K€	0 K€	1 172 K€
	CREATION GIRATOIRE BOULEVARD PRESIDENTS/CHEMIN DE RAVALY	1 000 K€	0 K€	100 K€	900 K€	0 K€	1 000 K€
	RENOUVELLEMENT URBAIN QUARTIER NOCAZE	850 K€	50 K€	50 K€	750 K€	0 K€	850 K€
	AMENAGEMENT BATIMENT CORNEROCHE	800 K€	0 K€	200 K€	600 K€	0 K€	800 K€
	ETUDE CURAGE DU LAC DU JARDIN PUBLIC	500 K€	0 K€	100 K€	400 K€	0 K€	500 K€
	RESTAURATION BACHE INCENDIE zones (PORTES DE PROVENCE, Fortuneau...)	338 K€	168 K€	170 K€	0 K€	0 K€	338 K€
	GIRATOIRE ROUTE DE MARSEILLE (A LA PLACE DES FEUX)	150 K€	0 K€	0 K€	150 K€	0 K€	150 K€
	PASSERELLE DU JABRON	80 K€	0 K€	80 K€	0 K€	0 K€	80 K€
Total URBANISME ET TRAVAUX		37 752 K€	8 475 K€	9 867 K€	19 410 K€	1 347 K€	36 405 K€
VIE ASSOCIATIVE ET FESTIVITÉS							
	MAINTIEN DU PATRIMOINE BATI ET MATERIEL	136 K€	0 K€	46 K€	90 K€	0 K€	136 K€
Total VIE ASSOCIATIVE ET FESTIVITÉS		136 K€	0 K€	46 K€	90 K€	0 K€	136 K€
Total général		79 001 K€	21 367 K€	21 933 K€	35 701 K€	4 147 K€	74 699 K€

D. Financement des dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement seront financées grâce aux efforts d'optimisation des dépenses de fonctionnement mais également par d'autres ressources et par la souscription de nouveaux emprunts.

Les autres ressources 2024 sont composées :

- du fonds de compensation de la TVA estimé à 1 284K€ ;
- des subventions d'équipement estimées à 2 405K€.
- de la taxe d'aménagement estimée à 400K€ ;
- des amendes de police estimées à 250K€ ;

Le solde du financement sera assuré par de nouveaux emprunts, estimés à 9.6M€. Comme indiqué plus haut la hausse conjoncturelle des taux, si elle se maintient, doit conduire à poursuivre les efforts pour obtenir des co-financements extérieurs et à améliorer l'épargne en optimisant les recettes issues des produits de services et la mise en cohérence des bases fiscales (en partenariat avec les services de l'Etat)

V. Les orientations pluriannuelles

Chaque année, la prospective est mise à jour en fonction des éléments de la dernière loi de finances et des actions conduites par la ville.

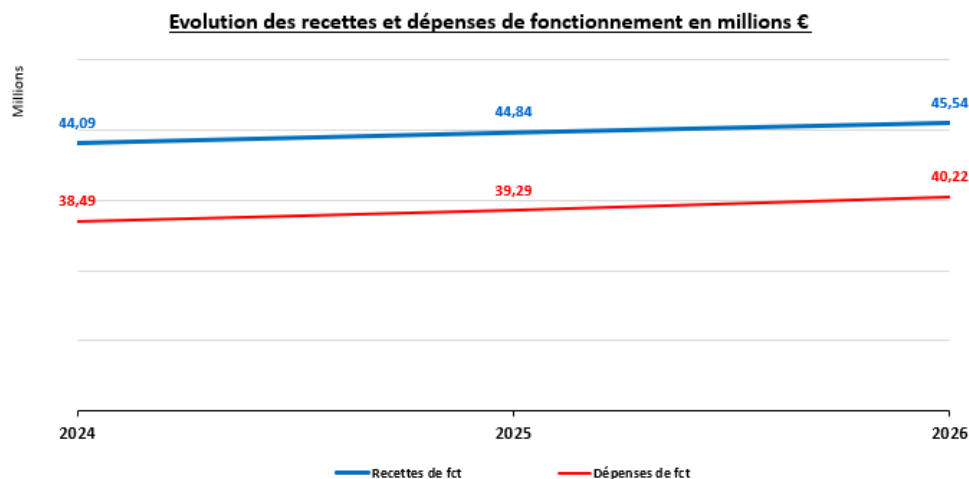
La prospective tient compte des hypothèses suivantes :

- D'une hausse moyenne maximum de 2% par an des charges courantes ;
- D'une hausse moyenne maximum de 2.3% par an de la masse salariale constant ;

- D'un niveau d'investissement annuel maximum permettant de garder des ratios d'endettement en dessous des ratios d'alerte (<10 ans de capacité de désendettement).

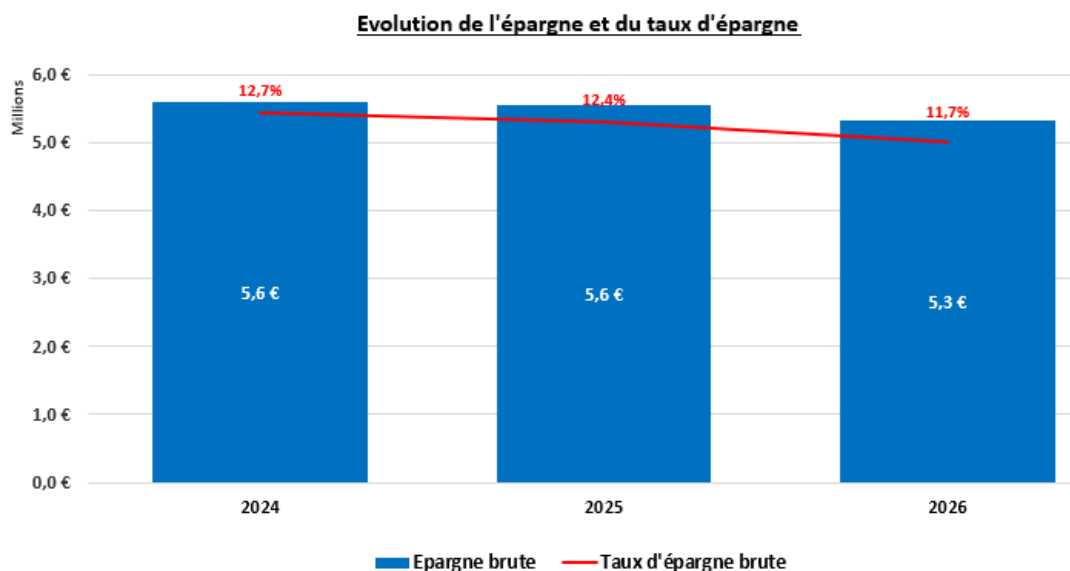
A. Evolution des recettes et dépenses de fonctionnement

Les hypothèses retenues s'inscrivent dans une trajectoire maîtrisée :



B. Evolution de l'épargne et du taux d'épargne

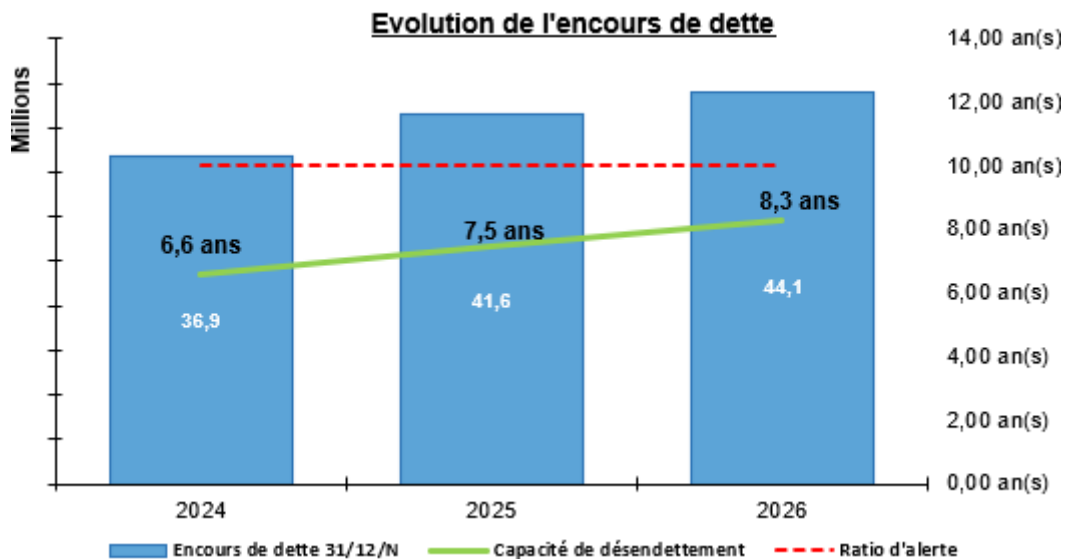
Dans cette hypothèse, la capacité d'autofinancement brute resterait stable sur la période 2024-2027 :



Cette épargne permettra de rembourser la dette et de participer au financement des dépenses d'équipement.

C. Evolution de l'encours de dette

Compte tenu des hypothèses d'investissements et d'évolution des dépenses et recettes, la capacité de désendettement 2024-2027 resterait inférieur au ratio d'alerte de 10 années.



VI. Les budgets annexes

A. Orientations 2024 du budget annexe du stationnement

Ce budget retrace l'activité « parkings aménagés ». Il s'agit d'un budget géré en hors taxes (HT).

L'individualisation du service du stationnement par la création d'un budget annexe, permet à la collectivité de fournir des indications détaillées sur le fonctionnement de ce service et de suivre l'évolution de sa situation financière.

Pour 2024, les droits de stationnement sont estimés à 980 k€ à tarification constante, en hausse par rapport à 2023, si l'on neutralise la recette exceptionnelle de 150 K€, grâce à l'amélioration des rotations résultant du changement de matériel.

Les ressources de ce budget seront complétées par une subvention du budget général estimée à 397 k€.

Cette subvention permettra de participer au financement du remboursement de la dette contractée pour le financement de la création du parking souterrain de Saint-

Martin, pour le renouvellement du matériel (615 k€ en 2024) et la tarification spéciale que la municipalité propose de mettre en place pendant la période des travaux réalisés actuellement en cœur de centre-ville en faveur des professionnels qui y travaillent. Cette tarification spéciale temporaire prendra la forme d'un abonnement quotidien à 1 € par jour du lundi au samedi, de 7h à 20h valable au parking souterrain Saint Martin.

B. Orientations 2024 du budget annexe de l'eau

La ville a confié la gestion du service de distribution d'eau potable à la S.A.U.R. (Société d'Aménagement Urbain et Rural) dans le cadre d'un contrat d'affermage.

L'affermage est le contrat par lequel le co-contractant – appelé « fermier » - s'engage à gérer un service public, contre une rémunération versée par les usagers au-travers d'une partie du prix de l'eau. Le fermier reverse à la collectivité une redevance appelée « la surtaxe » destinée à financer les investissements qu'elle doit réaliser.

En 2024, il est prévu 5.1M€ de travaux. Les travaux portent sur la remise en état du réservoir de Narbonne, la requalification des conduites présentes sous les ponts Roosevelt et RN102, la réparation de la conduite de la Dame.....

Le budget comprendra également les crédits nécessaires au remboursement de l'annuité de dette estimée à 86 k€ pour 2024.

L'ensemble des dépenses seront financées sans augmentation de la part du tarif qui revient à la commune.